

# ET ON IRA !

## LE 6 FÉVRIER POUR LE RETRAIT !

5 semaines de grève et d'actions sous toutes les formes, on est toujours là ! Avec l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, FSU, majoritaire dans le pays, soutenue par l'opinion publique, nous étions en grève et dans la rue les 24 et 29 janvier. Les actions de visibilité se sont multipliées : jetés d'outils de travail, telle l'action fonction publique dynamique devant Bercy le jour du CCFP du 22 janvier dernier, et les retraites aux flambeaux. Et on ira jusqu'au retrait !

### Le Conseil d'État a pointé du doigt un projet de loi retraite bâclé !

Mal ficelé, le projet de loi ! Le Conseil d'État a rendu un avis plus que réservé, soulignant l'absence d'éléments chiffrés stables :



- Il remarque que L'âge pivot (ou âge d'équilibre) retenu est fixé à 65 ans (et non plus 64 ans) dans l'étude d'impact laquelle prévoit aussi une décote éventuellement plus importante que dans le projet de loi !
- Le Conseil d'État indique que les engagements vis-à-vis du corps enseignant (calcul de la retraite intégrant une revalorisation de carrière) n'ont pas vocation à être présents dans le projet de loi et ne peuvent être garantis.
- Il ajoute que ce projet de loi nécessite pour sa mise en œuvre une quantité d'ordonnances.
- Le Conseil d'État estime même que le projet de loi ne crée pas un régime « universel » de retraite.

### Le financement de nos retraites est possible !

La conférence de financement des retraites a débuté le 30 janvier. Le gouvernement déclare en péril le financement des retraites, alors que la part dévolue au travail dans la répartition des richesses ne cesse de se dégrader, à l'avantage de la rémunération du capital. Ce ne sont pas moins de 60 milliards d'euros qui ont été versés aux actionnaires en 2019 (+12 % par rapport à 2018 !). Pendant ce temps, le blocage des salaires est une réalité, dans le public comme dans le privé. Dans la fonction publique le point d'indice est gelé depuis 2010, excepté le geste électoraliste de 1,2 %, élections politiques de 2017 obligent. Cela pénalise gravement les rentrées de cotisations sociales. C'est une autre répartition capital/travail qu'il nous faut !

Plus d'emplois, c'est plus de cotisations sociales (enfin, quand elles ne sont pas exonérées par ce gouvernement libéral !). Dans la fonction publique, le gouvernement Macron mène une politique déterminée de suppressions d'emplois publics, remettant en cause le bon exercice des missions de service public. L'équilibre intergénérationnel du financement des retraites se trouve ainsi remis en cause. Ce sont des créations d'emplois qu'il faut !

**Solidaires** revendique le maintien et l'amélioration du système de retraite actuel.

Le 6 février, s'ouvre les travaux de la commission spéciale de l'Assemblée nationale sur le projet de loi Retraites.

**Salarié-es du public**  
**et du privé,**  
**soyons toutes et tous**  
**en grève**  
**et en manif**  
**le 6 février**  
**partout en France !**

